

## Nouveaux défis mondiaux et sécurité européenne

**Wolfgang Ischinger** est président de la Munich Security Conference.

**Jean-Marie Guéhenno** est ancien secrétaire général-adjoint des Nations unies.

**Julian King** est commissaire européen chargé de l'Union de la sécurité.

**Hubert Védrine** est ancien ministre des Affaires étrangères.

**Nicole Gnesotto** est présidente de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

### Nicole Gnesotto

Quelle que soit la liste que nous pourrions dresser des défis mondiaux, et de ceux qui concernent directement la sécurité européenne, il semble que deux questions transverses s'imposent. La première concerne la mondialisation. Nous sommes pour la première fois dans une mondialisation non occidentale. Quelles conséquences cette donnée a-t-elle en matière de sécurité internationale, de gouvernance internationale, et de puissance européenne ? Prendrons-nous acte de cette mondialisation non-occidentale, ou continuerons-nous à nous considérer comme le moteur du monde ? Occidentalisation du monde ou mondialisation de l'Occident ? Les lectures sont très différentes, et plus ou moins conflictuelles.

Deuxième question : elle porte sur le futur des questions de sécurité touchant l'Union européenne. Le défi majeur à la sécurité européenne ne viendra peut-être pas de l'extérieur, mais de l'intérieur. Toute Union européenne est-elle bonne à prendre ? Une Union européenne populiste, voire fasciste, serait-elle préférable à une absence d'Union ? Interrogation provocante, mais de telles évolutions ne sont pas totalement impensables.

Julian, vous avez été le premier commissaire européen sur ce thème de l'Union et de la sécurité, la commission a inventé ce poste pour vous... Et vous serez peut-être le dernier commissaire européen du Royaume-Uni, ce qui vous met dans une position privilégiée pour nous parler des défis mondiaux à la fois vus de la Grande-Bretagne et de l'Union européenne. Jean-Louis Bourlanges a eu une phrase notable sur le Brexit : « Avant le Brexit, la Grande-Bretagne avait un pied dehors et un pied dedans ; après le Brexit ce sera très différent, parce qu'elle aura un pied dehors et un pied dedans. »

## ***L'Europe face à un monde nouveau***

### **Julian King**

Nous nous trouvons face à des menaces internationales globales qui souvent ciblent l'Occident, et souvent l'Europe et nos valeurs. Pour lutter contre de telles menaces, par exemple terroristes ou cyber, la coopération européenne entre pays partageant les mêmes valeurs est essentielle. Si l'on demande aux Européens de faire la liste de leurs préoccupations avant les élections européennes, la sécurité, la lutte contre le terrorisme, contre les menaces cyber et les infox figurent aux premières places.

Nous avons fait quelques progrès ces dernières années en matière de lutte contre le terrorisme, en bloquant l'accès aux armes et les financements. Nous développons notre résilience pour éviter le pire ; nous avons renforcé nos frontières extérieures ; nous agissons en amont pour lutter contre une radicalisation qui mène à la violence. La radicalisation en ligne reste un grand problème. La France est assez avancée dans ce domaine et contre ce type de menaces, mais nous devons encore travailler ensemble. Nous avons créé une véritable agence européenne de sécurité, qui travaillera avec les agences nationales pour renforcer le niveau de cybersécurité de toutes nos infrastructures, mais aussi des objets connectés qui seront de plus en plus ciblés.

Nous avons aussi renforcé notre lutte contre la désinformation, dans les temps d'élections mais aussi dans la vie politique courante. Le risque de désinformation avant les élections européennes est massif, et c'est pourquoi nous avons renforcé le travail en commun entre États membres, avec un réseau de sécurisation des élections et un réseau contre la désinformation. Nous travaillons avec les sociétés civiles : la collaboration entre les secteurs privé et public est essentielle. Nous avons également développé pour la première fois un code de bonne conduite destiné à renforcer notre coopération pour lutter contre ce type de menaces. La sécurité intérieure dépendant également de la situation à l'extérieur de nos frontières, nous renforçons nos collaborations dans le domaine de la défense.

La résilience de nos infrastructures numériques critiques est un enjeu européen. Il faut que nous changions notre manière d'aborder ces problèmes : si chaque pays prend des décisions unilatérales, on pourrait se retrouver un jour avec un seul fournisseur pour tout notre continent, ce qui serait incontestablement un risque.

Quant au Brexit, j'espère que nous demeurerons quoi qu'il adienne partenaires, non seulement pour lutter contre toutes ces menaces mais

pour gérer les questions environnementales, ou la mondialisation. Sur l'Iran, le Moyen-Orient, la Chine, nous devons trouver le moyen de coopérer, même après un éventuel Brexit.

### **Jean-Marie Guéhenno**

L'Europe a perdu sa centralité idéologique. Universalistes, les Européens voulaient faire du monde une grande Europe. L'universalisme se retourne aujourd'hui contre nous : c'est le monde qui va changer l'Europe. Cela crée beaucoup d'angoisse, par exemple avec la question des migrants. L'Europe a aussi perdu sa centralité stratégique : pendant la guerre froide, nul ne doutait que l'équilibre stratégique du monde se jouait sur le territoire européen. Aujourd'hui, l'Europe est un immense marché, mais personne ne pense que l'avenir stratégique du monde est en cause sur le théâtre européen, ne serait-ce que parce qu'il ne connaît plus de confrontation entre deux idéologies.

### *Préserver l'exception européenne*

Le monde est ainsi pour nous beaucoup plus difficile à définir. Ce qui crée un sentiment de malaise et de vulnérabilité des alliances – on a parlé ce matin de l'Alliance atlantique. Et peut-être l'administration Trump est-elle une anomalie, avec sa manière de présenter le côté idéologique des choses...

D'un point de vue stratégique, l'Europe n'aura plus jamais le rôle qui fut le sien pendant la guerre froide dans l'équilibre géostratégique global. D'où un sentiment inévitable de précarité pour l'Alliance, censée durer quoi qu'il arrive. Ce sentiment de précarité touche les sociétés elles-mêmes : il est lié à une perte de repères idéologiques qui explique dans une certaine mesure leur grande vulnérabilité au terrorisme et à son impact avant tout psychologique. L'impact émotionnel du terrorisme lui donne une dimension stratégique.

Que faire par rapport à cela ? Quand on vit hors d'Europe, l'Europe est une évidence, avec ses relations réglées par le droit, son équilibre entre marché et protection sociale, son respect pour d'autres valeurs que l'argent. Mais dès que l'on arrive en Europe, on voit bien que cette évidence de l'Europe n'est guère partagée par les Européens.

Les Européens n'ont pas conscience de l'exception qu'ils représentent dans le monde, et qu'il leur faut préserver. Premier impératif : les Européens doivent s'occuper d'eux-mêmes, non en se repliant mais en prenant conscience qu'ils ont quelque chose à défendre. Consolider cette Europe

dans sa spécificité me paraît être la priorité. Si on ne le fait pas, elle se fragilisera. Il faut consolider ce que nous sommes pour se protéger de ceux qui exploitent nos faiblesses. Les entreprises extérieures qui veulent exploiter les divisions auront plus de mal à fragiliser une Europe soudée. La Russie, par exemple, a bien compris qu'il est moins coûteux d'exploiter les faiblesses que de bâtir sa force.

Une des raisons de la crise européenne d'aujourd'hui tient à ce que l'Europe reste rétrospective. Il faut qu'elle regarde plus loin, qu'elle voie la Chine non comme un ennemi, mais comme un modèle qui attire. Avec son mélange de forte croissance et de stabilité politique, la Chine est assez attirante pour des pays qui n'ont pas trop envie de s'ouvrir, mais veulent se sortir de la misère. Il faut regarder ce qui se passe, pour savoir, nous aussi, proposer des modèles viables – et je pense là bien sûr à l'Afrique où l'effort devrait être porté, parfois en coopération avec la Chine, quelquefois en concurrence avec elle.

Vis-à-vis du monde, l'Europe se doit de poser la question de la légitimité. Le monde est malade parce qu'il ne sait plus d'où provient cette légitimité. On le voit en France avec la crise de la représentation politique. Si l'on tourne le regard vers le Moyen-Orient, zone bien sûr fondamentale, il connaît une crise de légitimité dans pratiquement tous ses pays ; une crise aggravée par les positions des États-Unis qui jettent par la fenêtre les résolutions du Conseil de sécurité (par exemple la Résolution 242). La perte de repères engendre une aggravation des crises.

Et l'on sait que le multilatéralisme est aussi en crise. Quand les Européens le défendent, on peut les soupçonner de défendre un montage dans lequel ils ont une part prépondérante. Il faut donc qu'ils inventent un moyen de travailler avec toutes les puissances qui ne se reconnaissent pas aujourd'hui dans le multilatéralisme.

### **Wolfgang Ischinger**

Je ne vais pas reprendre la liste des menaces et défis que rencontre l'Europe. J'aimerais insister sur un autre point : dans les années à venir, quand on parlera de la sécurité européenne et internationale, seront d'abord en cause des questions technologiques : cyber, Intelligence artificielle...

### *L'Europe contre la « jungle » internationale*

Un ami américain a publié : *The Jungle Grows Back*<sup>1</sup>. Mais la vocation de l'Union européenne est au premier chef de se battre pour le droit, pour

---

1. R. Kagan, *The Jungle Grows Back: America and Our Imperiled World*, New York, Alfred A. Knopf, 2018.

le multilatéralisme, pour un système international qui, précisément, ne ressemble pas à une jungle.

Igor Yurgens nous a accusés ce matin d'une certaine timidité. Qu'est-ce qui lui permet de dire cela ? D'abord le fait que l'Union européenne n'est pas unie. Elle est divisée, et ne joue pas face aux grands défis internationaux le rôle qui devrait être celui d'une institution représentant 500 millions d'Européens. C'est pour cette raison que le *statu quo* n'est pas acceptable. En Allemagne, on a pourtant coutume de dire que ce *statu quo* n'est pas si mauvais : je pense au contraire qu'il n'est pas acceptable. Il nous faut des changements fondamentaux, et c'est pourquoi j'ai souhaité accueillir à Munich le président Macron, et ses propositions pour faire avancer l'Europe.

Que faire ? Le processus de prise de décision au sein de l'Union européenne est de toute évidence insuffisant. Je ne comprends pas pourquoi on ne pourrait pas, dans le domaine des Affaires étrangères, passer du consensus au vote à la majorité comme dans les autres domaines. Si l'on ne prend pas là une décision courageuse, l'Europe ne sera jamais respectée, et ne pourra pas agir dans un monde de plus en plus dominé par les rivalités des grandes puissances.

Deuxième remarque : quelle table ronde veut-on avoir, quand on pense à l'Europe de l'avenir ? Après le Brexit, s'il se concrétise dans les mois à venir, nous aurons besoin d'une approche renouvelée, et je ne pense pas que l'Union européenne pourra jouer un quelconque rôle au service de la sécurité internationale si le Royaume-Uni n'est pas présent autour de la table. La chancelière Merkel a, voici quelques mois, évoqué l'idée d'un Conseil de sécurité européen, qui pourrait être un élément utile dans cette réflexion. Comment inclure un pays non membre de l'Union européenne dans la politique de sécurité de l'UE ?

Un dernier mot sur le multilatéralisme. Comment le valoriser ? Comment s'assurer de dépasser discours et promesses ? Comment traduire la solidarité entre pays membres de l'Union européenne, et d'autres, proches mais non membres (Canada, Australie) ? Si l'on veut valoriser le multilatéralisme, on doit investir davantage dans les institutions qui existent déjà : Union européenne, OTAN, Nations unies, OSCE... Une Europe jouant son rôle dans le monde est une Europe protectrice du droit, défenseur du multilatéralisme, une Europe forte défendant les intérêts de 500 millions d'Européens.

**Nicole Gnesotto**

Mais peut-on défendre un multilatéralisme à l'occidentale dans une mondialisation portée par les non-Occidentaux ? Et il y a un grand absent dans ce débat : Donald Trump...

**Nathalie Tocci**

Ce que nous appelons dans le monde des *think tanks* l'ordre libéral international n'existe plus. Tout ordre est le produit d'une époque. Celui que nous qualifions de libéral international incluait les Nations unies, les organisations internationales, le droit international, l'Union européenne, les différentes formes d'intégration régionale. C'était un ordre fondé sur une configuration de puissances qui installait les États-Unis comme puissance hégémonique du monde libre pendant la guerre froide, et du monde tout entier après la chute de l'empire soviétique. Cette configuration des puissances est en train de se transformer de façon radicale, avec un transfert des pouvoirs occidentaux vers d'autres acteurs, en particulier la Chine. La puissance elle-même est en pleine transformation : elle se diffuse différemment, avec la mondialisation et la quatrième révolution industrielle.

Tout ceci, on le sait déjà. La question qui reste ouverte est celle des conséquences. Le penseur réaliste inclinera à dire que l'on va désormais vivre dans un monde où, par exemple, se multiplieront les conflits commerciaux, à l'initiative de pays comme les États-Unis ou la Chine. L'année dernière a mis en lumière ce que peut être la dimension technologique de tels conflits, et il est évident que le spectre du conflit militaire ne peut être écarté. Le penseur libéral relèvera quant à lui que les organisations de droit international ont été très affaiblies. Les traités internationaux sont délaissés, avec par exemple la fin du traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire.

***Une nouvelle Europe pour un nouveau multilatéralisme ?***

Revenons au multilatéralisme. Tout cela signifie-t-il qu'il est impossible dans ce temps de transformation radicale des rapports de puissance ? Non. Il sera sans doute demain moins stable, plus contesté ; mais le système international, qui sera plus inclusif, aura sans doute la capacité de s'adapter aux inévitables changements, et sera donc plus résilient.

Pour l'Europe, les enjeux sont énormes. Le projet même, la raison d'être, de l'Union européenne changent aussi radicalement. Le rôle de la construction européenne ne peut plus être simplement d'apporter la paix au continent, ou de créer un Marché unique. Avec le changement des

rapports de puissance, la raison d'être de l'Union européenne devient mondiale. Dans le nouveau monde, la taille compte beaucoup plus qu'avant : et nous Européens, séparés, sommes très petits.

Il faut donc que nous avancions vers une intégration systématique en matière de sécurité et de défense. La protection de nos intérêts et de nos valeurs ne peut se faire que collectivement. On le voit déjà dans le domaine commercial, ou dans le domaine digital. On doit, de plus, prendre conscience de ce qu'il y a parfois un « Occident », et parfois non. Tout dépend des questions, des défis, du moment en cause. Il faut traiter chaque problème séparément, en examinant quelle constellation multilatérale peut être utile pour le résoudre. La constellation nécessaire pour avancer sur la question iranienne n'est pas celle qui peut marcher pour l'Ukraine. Il faut donc être plus créatif, et rechercher à chaque fois la forme de multilatéralisme la plus appropriée.

Enfin, il faut combiner flexibilité et inclusivité. Il est clair que le multilatéralisme de demain devra s'adapter à la rapidité et à la souplesse des choix politiques. Il faudra donc s'assurer que les regroupements créés soient assez limités pour être agiles et flexibles, mais assez larges pour être représentatifs, et que leurs liens avec les structures concernées (Union européenne, Nations unies...) leur donnent la légitimité nécessaire.

### **Nicole Gnesotto**

Hubert Védrine, vous avez inventé « l'hyperpuissance américaine » et « l'Europe bisounours ». Ce couple est-il encore d'actualité pour penser le monde ?

### **Hubert Védrine**

Concernant l'hyperpuissance américaine, quand je l'ai ainsi qualifiée dans les années 1990, on m'a dit que c'était exagéré, voire agressif. Quand on voit aujourd'hui la capacité des États-Unis – même indépendamment de Trump – à prendre en otage par des lois extraterritoriales scandaleuses toute l'économie mondiale dérégulée, dollarisée, numérisée, on peut bien parler d'une hyperpuissance. Quant à l'« Europe bisounours », j'aimerais bien qu'on soit en train d'en sortir. La civilisation européenne est en danger. Si l'on n'arrive pas à organiser le sursaut nécessaire, dans 10, 15 ou 20 ans, l'Europe ne décidera plus rien. L'Europe gère les décisions prises par les autres : Américains, Chinois, Russes, Turcs, wahhabites d'Arabie, trafiquants d'Afrique, GAFA, etc.

### *Une Europe décalée et en danger*

Il y a très longtemps, j'ai dit qu'il y avait un vrai danger que l'Europe devienne l'idiot du village global – c'était alors plutôt par rapport à la

dimension commerciale, avec notre absence d'une politique industrielle. J'aimerais bien qu'on soit en train d'en sortir. Quand Madame Merkel a dit, après avoir vu Trump il y a un an et demi : « On ne peut plus vraiment compter sur eux, il faut s'organiser entre nous », il y aurait dû y avoir un sommet européen extraordinaire dans la semaine. Sigmar Gabriel, ancien président du SPD a, lui, ajouté : « Nous sommes des herbivores géopolitiques dans un monde de carnivores géopolitiques, nous serons bientôt des *vegan*, puis des proies. » Le risque est réel, parce que l'ensemble des puissances dans le monde – une quinzaine – considèrent l'Europe comme rien, ou comme un espace économique, comme un supermarché : quand les règles européennes sont un peu gênantes on les contourne, et si l'Europe s'obstine on les casse.

Les ennemis de l'Europe n'ont même pas besoin de la viser comme telle, puisque les Européens sont divisés sur ces questions internationales. La construction européenne s'est faite à l'origine sous protection américaine, avec le plan Marshall et l'OTAN. C'est bien un Marché unique. Il n'y a que la France pour faire des centaines de colloques sur l'Europe-puissance. Cette Europe-puissance n'existe pas.

Trump est peut-être encore là pour six ans. La bien-pensance mondiale des démocrates américains, des progressistes, des libéraux, des internationalistes, des idéalistes ne suffit donc pas : Trump est bien là, il a des résultats, il impressionne les gens ; il a même le soutien de quelques démocrates. Il peut obtenir d'autres résultats, et dans la période qui s'ouvre, les positionnements vont se définir par rapport à lui : il a peut-être raison sur certains points, ou il a tort mais il faut « faire avec ». Ceux qui tenteront de maintenir une pensée internationale distincte de Trump seront peu nombreux, notamment en Europe. Et cela est totalement désintéressant pour l'Europe.

Ce que nous vivons, c'est la fin du monopole occidental, et c'est très compliqué à gérer. C'est dur, et cela va l'être encore plus dans les temps qui viennent. Je ne crois pas à la réponse classique de l'intégration. Je ne suis pas contre, mais cela fait des dizaines d'années que les élites européennes la mettent en avant. Résultat : les anti-européens et les sceptiques sont partout. Les vrais pro-européens classiques sont désormais minoritaires. Et je ne parle même pas des fédéralistes, qui n'existent que dans les *think tanks* et jamais dans la population. Faut-il se résigner à admettre que la formule de Delors était juste : une « fédération d'États-nations » ?

Dans cinquante ans, il y aura toujours l'Allemagne, la Finlande, etc. mais ce seront des nations qui auront noué ensemble une relation originale sans précédent. Delors parlait également de subsidiarité, vieux terme



de théologie chrétienne qui signifie que l'on ne fait pas au niveau européen ce que l'on peut faire en dessous. Il disait cela pour contenir ses troupes, limiter la machine à réglementer à outrance dont parle Juncker.

Je pense que les élites doivent raccrocher les peuples européens. Il faut arrêter de mépriser la souveraineté et la sécurité. Il faut distinguer les vrais extrémismes dangereux, impossibles à récupérer, du populisme qui est simplement le sous-produit d'un sentiment d'abandon. Si l'on arrive à faire cela, on récupérera tous ceux qui sont devenus sceptiques par rapport à l'idée européenne. Il faut parler autrement. Et il faut identifier un but.

### *Jouer la carte du multilatéralisme pour préserver l'Europe*

Le multilatéralisme, c'est une méthode. On ne peut pas avoir pour objectif d'être multilatéraliste. On ne l'a d'ailleurs jamais été entièrement. Il n'y a que les pays qui ont renoncé à la puissance qui peuvent l'être vraiment, les tout petits pays qui n'ont pas le choix. Les autres, qui sont quelque peu des puissances, jouent la carte du multilatéralisme, puis l'abandonnent en route. Clinton était assez sincère quand il disait : « Chaque fois qu'il y a un problème on essaie de le régler avec nos amis, nos alliés, et si ça ne marche pas on agit seul. » Les quelques grands pays européens qui existent encore pensent ainsi. Oui, c'est mieux de pratiquer le multilatéralisme, surtout si on trouve des gens pour le pratiquer avec soi, mais on ne peut pas en faire une fin en soi.

Pour moi l'objectif est de faire comprendre qu'il s'agit de préserver l'autonomie et la spécificité de la civilisation européenne dans 10, 20, ou 30 ans. Et par conséquent identifier, par rapport aux États-Unis, à la Russie, à la Turquie, à la Chine, à Israël, à l'Arabie Saoudite, aux trafiquants africains d'immigrants, aux GAFA, les feuilles de route nécessaires, point par point, technologiques, juridiques, etc. On part de très loin. Le terme de « souveraineté européenne » qu'emploie le président Macron est une ambition qui n'a aujourd'hui presque aucun contenu. Il faudra la construire pas à pas. Comment le faire ? Il nous faudra des dirigeants un peu brutaux : on ne le fera pas sans crise. Il faut créer de nouveaux concepts, et pas de nouvelles procédures. La mission des dirigeants en fonction est de sortir les Européens d'une sorte de léthargie stratégique, de les choquer, de les alarmer tout en leur proposant des feuilles de routes. Il faut un réveil mental. Il faut des thérapeutes. Et pas des communicants.

### **Nicole Gnesotto**

Je ne dirais pas que 70 ans d'intégration ont créé le sentiment anti-européen ; mais 70 ans d'intégration purement économique, découplée de

tout sens politique, oui ! L'Europe s'est adressée aux consommateurs, et jamais aux citoyens européens parce que les États membres ne le voulaient pas. Cette déficience d'intégration politique, de sens politique, crée aujourd'hui le désaveu d'une partie importante de la population.

Julian King, avec ou sans Brexit, les évolutions du monde pourraient-elles amener la Grande-Bretagne à se dire que, finalement, la constitution d'une puissance continentale serait souhaitable pour ses propres intérêts ?

### ***Sur quels sujets mobiliser l'Europe ?***

#### **Julian King**

Ce sont les États membres qui vont rester en première ligne pour assurer la sécurité de nos citoyens. Mais nous pouvons faire certaines choses ensemble contre des menaces communes. On peut parler d'« intégration », mais parfois il vaut mieux utiliser le terme de « coopération renforcée ».

Je ne suis pas aussi pessimiste qu'Hubert Védrine sur l'idée de puissance européenne. Nous allons rester une puissance normative, juridique, politique. J'aimerais que nous puissions demeurer une puissance technologique. Pour la protection des données dans le monde, ce sont les Européens qui sont en train d'établir les normes partout applicables. Tout comme ils essaient de répondre, concernant les réseaux, au besoin de transparence dans le domaine politique, au besoin de contrôler les contenus illicites et haineux. Sur la question de la sécurité des infrastructures numériques critiques, c'est en Europe que le débat est le plus avancé. Il est aisé de dire qu'il ne faut pas acheter à la Chine, mais c'est plus difficile à concrétiser. Il faut certes de vrais débats sur les défis de sécurité ; mais les Européens sont souvent en tête de ces débats.

Concernant le Brexit, une seule remarque : il ne faut pas penser à une sortie sèche de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. J'ai même lu des articles dénonçant la perspective, de l'autre côté du *Channel*, d'un État voyou qui, hors de l'Europe, s'allierait à Trump, aux Chinois et aux Russes contre l'Union européenne ! Ce n'est pas sérieux.

#### **Jean-Marie Guéhenno**

Il faut que l'Europe soit une ancre morale dans la mondialisation. L'Europe s'est faite en évitant la politique, car on a essayé la politique et cela a été un échec. Pendant des décennies on a donc contourné la question politique. Aujourd'hui, on ne peut plus la contourner. Il faut l'aborder de front, et c'est un débat difficile. La question des procédures peut

devenir un alibi. En réalité, il faut que les Européens sortent de l'idée qu'ils peuvent vivre dans un entre-soi. Il faut qu'ils prennent conscience des risques ; que le monde ne les attend ni démographiquement, ni économiquement ; et que s'ils ne se prennent pas en main ils seront graduellement marginalisés. Comme ils ont beaucoup de capital, ils resteront riches pendant longtemps, comme spectateurs de leur destin.

On peut avoir des discussions sur les procédures, essayer de faire avancer les choses sur le plan institutionnel, mais il faut surtout se mobiliser sur des projets qui touchent les citoyens. On a parlé de l'Intelligence artificielle : là, il faut « mettre le paquet ». Les chiffres montrent le retard extraordinaire de l'Europe dans ce domaine.

Il faut se mobiliser sur un certain nombre de domaines, dans lesquels une dimension européenne peut faire la différence. Sur les questions de sécurité, il faut raisonner en capacité et en volonté. L'Europe se fera sur des crises, qui pousseront les Européens à se réunir. Si l'on veut faire de la politique, il faut agir de façon politique, raisonner, réagir par rapport aux questions politiques qui préoccupent les citoyens. On ne réunira pas les Européens seulement autour du fait qu'ils sont riches et protégés. Il faut leur faire comprendre qu'ils doivent, sans panique, réagir.

L'Europe, c'est aussi une certaine vision éthique du monde, et avant tout des pays qui font la démocratie. Et pourtant, l'Europe donneuse de leçons au reste du monde, ce n'est pas une bonne chose. Le multilatéralisme génère des normes qui sont d'abord des règles de droit international, et dont tout le monde, d'un moment à l'autre, s'affranchit avec hypocrisie. L'hypocrisie est certes l'hommage du vice à la vertu, mais aujourd'hui cet hommage n'est même plus rendu. C'est dangereux parce que cela signifie que le sentiment de l'existence même des limites disparaît. Chez les Européens, survivront une part d'hypocrisie et une part de vérité ; et ils devront continuer à se battre pour un certain nombre de principes qui les ont globalement protégés, et qui protègent le monde. C'est autour de cela qu'ils peuvent nouer des alliances.

Beaucoup de pays de taille intermédiaire voient aujourd'hui que le monde ne peut être seulement dominé par quelques gros requins. Ils veulent un monde de règles. Sur ce plan, l'Europe peut s'allier avec eux : on le voit bien aux Nations unies. Une Europe qui penserait uniquement en termes de (fausse) *Realpolitik*, ignorant le droit international, ne se ferait pas d'amis. Ce que le reste du monde attend de l'Europe, c'est aussi qu'elle soit l'avocat d'institutions construites dans les décennies passées,

et qui ont servi la paix, en dépit de leurs imperfections et de leurs hypocrisies.

**Nicole Gnesotto**

Est-ce que cette idée très française – depuis le général de Gaulle – d'un réveil de l'Europe qui prendrait en main son destin est partagée par les Allemands ? L'Allemagne est-elle prête à endosser l'idée que l'Europe doit assumer son destin politique pour exister dans les décennies à venir face aux prédateurs de tous bords ?

***L'Union européenne n'est pas un problème mais une solution***

**Wolfgang Ischinger**

Cela ne se fera pas en quelques jours. Mais la chancelière Merkel a elle-même relevé publiquement que le monde changeait, et qu'on ne pouvait pas continuer à croire que, face à la prochaine crise, les États-Unis suffiraient à tout. Le choc nécessaire au réveil n'est pas encore assez fort, il va donc encore falloir du temps...

Sur le phénomène Trump, il est très important de comprendre que les États-Unis ne sont pas seulement : Trump. À Munich voici deux mois, nous avons accueilli 53 membres du Congrès américain – dont 15 sénateurs, les autres étant des représentants –, tous venus pour affirmer publiquement le soutien des États-Unis à l'OTAN et aux relations transatlantiques. Cela a été une démonstration très forte, allant bien au-delà de ce que l'on entend chaque jour à la Maison-Blanche.

Il est important que nos citoyens comprennent que l'Union européenne n'est pas le problème, mais bel et bien une partie de la solution. Dans le domaine de la défense, nous nous donnons le luxe d'avoir à 28 membres un total de 180 grands systèmes (avions, chars, navires...). Nous dépensons de manière très inefficace. Si nous achetions ensemble, en coopération, nous pourrions élargir nos capacités sans dépenser plus. Il faut imposer l'idée que l'Union européenne peut protéger ses intérêts, ses frontières, et respecter ses obligations vis-à-vis de ses partenaires.

**Nathalie Tocci**

L'Union européenne ne peut pas exister dans un système international qui ne serait pas multilatéral. Et l'Union européenne ne peut pas devenir « fasciste ». D'ailleurs, les nationalistes peuvent s'apprécier, mais ils ne savent pas sérieusement coopérer : Matteo Salvini et Marine Le Pen, par exemple, ne sont pas d'accord sur la manière de gérer l'immigration, ou sur les politiques fiscales...

On peut considérer l'Union européenne comme la forme la plus radicale du multilatéralisme. Et à cet égard, l'accord sur le nucléaire iranien n'est pas seulement important parce qu'il concerne la non-prolifération, mais parce que c'est un accord multilatéral ancré sur le droit international.

### **Hubert Védrine**

L'affaire de la protection des données est une démonstration concrète de la façon dont on peut donner un contenu à la notion de souveraineté européenne. C'est l'occasion de préciser que quand j'ai parlé de « réglementation à outrance », je ne parlais pas des trente premières années (1957-1986). Au demeurant, les fédéralistes eux-mêmes contestent ce qu'est devenue après la construction européenne : ils n'avaient pas imaginé une machine à sur-réglementer. C'est l'excès de normalisation dans le Marché unique qui a créé des mécontentements.

Quand on dit que l'Europe est une façon de travailler ensemble en harmonie car nous sommes plus efficaces ensemble, je dis bravo. Mais il ne faut pas que l'Europe existe à notre place au prétexte que nous serions « trop petits ». Ce n'est pas vrai que nous sommes trop petits ; sinon, Israël ou Singapour auraient disparu. Il ne faut pas démotiver nos peuples.

Comme l'a suggéré Angela Merkel voici quelques années dans son discours de Bruges, il faut sans doute combiner les deux méthodes. Et en tout cas il ne faut pas donner aux gens le sentiment que l'on avance sans eux. Si l'on parle de remettre Schengen à plat, comme le président Macron, il est évident que cela ne peut se faire qu'en combinant la responsabilité européenne de demain et celle des États-nations.

Enfin, je suis évidemment d'accord sur le fait que, même si la Grande-Bretagne sort de l'Union, il faut la maintenir dans un ensemble stratégique européen, par exemple dans le cadre d'un Conseil de sécurité où elle serait unie à la France, à l'Allemagne et aux autres.

